

CIAS Comité Interministériel d'Action Sociale
Résumé des travaux du premier trimestre 2021

27 avril 2021

Blaise Paillard et Agnès Van Luchene

Nous vous présentons les points d'étapes de ce trimestre des différentes commissions du CIAS. Vous y trouverez les dossiers traités, les enjeux et avancées, et quelques perspectives.

Famille

Chèques-Vacances : augmentation de 5% du barème au 1^{er} avril 2021
importante baisse du nombre de plans ouverts,
proposition de l'intersyndicale d'action ponctuelle sur 2021 → en attente de réponse de la DGAFP

CESU garde d'enfants 0-6 ans : baisse enrayée, mais l'augmentation du barème en 2019 ne donne pas les résultats escomptés. En attente de campagne de communication, réclamée depuis longtemps.

Revendication : déplaçonner la troisième tranche.

Réservation de crèche : la livraison du logiciel crèche (gestion des demandes des parents, suivi par la SRIAS, ..) est encore reportée. Il est possible qu'il y ait encore des places à réserver cet automne.

L'inter-OS attend de la DGAFP qu'elle crée de nouvelles prestations correspondant à des besoins ouvre les dossiers de CESU 6-12 ans, d'aide aux études, prestation sport, ...

Retraités

depuis le 1^{er} janvier 2021, l'aide au maintien à domicile AMD est aussi accessible aux 7^{èmes} et 8^{èmes} tranches de la CNAV. Une communication devrait suivre.

Logement

AIP aide à l'installation des Personnels : le barème étant lié à celui des chèques vacances, il a été augmenté de 5%. Les montants d'aides restent identiques.

L'inter-syndicale demande une augmentation des montants, et la prise en compte des contractuels.

Logement temporaire : un guide a été publié, à destination des régions, pour faciliter la mise en place de programmes.

Logement pérenne : la DGAFP n'est pas opposée à la reprise de réservations de logements, en Ile de France et dans les zones tendues, mais reste très prudente sur la faisabilité, liée à la disponibilité de logement dans des zones tendues.

Restauration

Une trentaine de cités administratives sont en rénovations. Des restaurants inter-administratifs sont inclus dans ces travaux de grande ampleur. Les RIA de Lyon et Lille ont été présentés en commission restauration. D'autres suivront probablement.

A chaque projet de RIA, une association de gestion doit être associée aux différentes étapes de réflexion et de réalisation. Si l'association n'existe pas, elle doit être créée dès le début du projet.

A noter dans certaines régions une faiblesse du dialogue social, les OS étant peu associée en amont aux discussions.

Actuellement, les RIA sont en difficulté, en raison de la crise COVID. A surveiller de près. Il y a des risques de fermetures définitives, pour ceux qui étaient déjà fragiles avant.

SRIAS sections régionales interministérielles d'action sociale :

Elles restent dynamiques, en dépit de la crise. En 2020, elles ont adapté leurs actions au contexte COVID.

Pour 2021, il est difficile actuellement de monter des actions pour le printemps, et tous les séjours enfants des vacances de février et Paques ont été annulés, ainsi que de nombreuses manifestations.

Budget

Les crédits disponibles pour 2021 sont à 133M€, soit une augmentation de 7M€ par rapport à l'année passée, mais attention aux sous-consommations structurelles : -6M€ en 2020, et -60M€ sur dix ans. Voir la déclaration en annexe.

Communication

La baisse de notoriété des prestations individuelles entraîne une diminution de la consommation. La DGAFP travaille avec un prestataire en communication de Bercy, et affiche une certaine ambition, notamment au niveau de l'arrivée de l'info jusqu'aux agents.

Sont à l'étude une cohérence des supports de communication et l'utilisation des canaux existants, des infos remises aux sortants des différentes écoles des administrations ...

Le guide FSU « Action sociale interministérielle »

Il est remis à jour chaque année, la version 2021 est terminée et sera mise sur le site dès que possible. Le lien sera largement diffusé.

PJ déclaration au CIAS plénier du 14 avril 2021 :

- du président du CIAS René Dassonville (Solidaires)
- de la co-animatrice de la CP budget Agnès Van Luchene (FSU) au nom de l'intersyndicale